

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1281

29 avril 2016

SOMMAIRE

Aberdeen Germany S S.à r.l.	61442	IDEP International S.à r.l.	61445
Aberdeen Real Estate Holding Company Luxembourg S.à r.l.	61442	JBS Luxembourg S.à r.l.	61465
Aberdeen Real Estate Holding Company Luxembourg S.à r.l.	61442	JBS Luxembourg S.à r.l.	61468
Atlas Investments Lux Finance S.à r.l.	61478	Kampus Holdings S.à r.l.	61470
Bantleon Anleihenfonds	61448	Lionfish Luxembourg S.à r.l.	61473
BioPharma Credit Investments IV, S.à r.l.	61448	Luxinvest S.A.	61449
Brick Heaven S.à r.l.	61447	Manakamana 2	61477
Champ-Vert S.à r.l.	61443	Monocle Fund SICAV	61450
Changreen, Société civile	61443	Nadeau Finance S.à r.l.	61450
Chippy Fresh	61444	Najac	61450
Concept Immobilière S.A.	61444	NTR Lux Finance S.à r.l.	61478
Content International Holdings 1 S.à r.l.	61446	Numastec Coatings	61475
Corton Meyney S.A.	61446	Numetech International S.A.	61475
CSI Luxembourg S.à r.l.	61443	OCM Wembley Propco S.à r.l.	61487
Danube SCA SICAR	61445	Osteria V.A. s.à r.l.	61448
David Brown Systems S.à r.l.	61445	Paramina Sàrl	61450
DNIC Wembley Propco S.à r.l.	61487	Radlok S.à r.l.	61449
Eosint S.A.	61442	Rowan Rigs S.à r.l.	61473
Eurologix S.à r.l.	61480	THB JV S.à r.l.	61449
Gratianne Bascans Luxe	61447	Tomorrow Project S.A. SPF	61445
Grissin S.A.	61446	Tooway4you Europe S.A.	61449
Healthcast S.A.	61447	Wellington Management Funds (Luxembourg) II SICAV	61451
Heico, S.à r.l.	61448	Wellington Management Portfolios (Luxembourg) IV SICAV - FIS	61451
I.35 Esch Dauphin	61444		

Aberdeen Germany S.S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 220.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35a, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 155.704.

—
Extrait rectificatif sur dépôt L150166248 du 10/09/2015

Le dépôt numéro L150166248 du 10 septembre 2015 indique que ce dépôt a été effectué par Aberdeen Management Services S.A. en tant qu'agent domiciliataire.

Toutefois, ce dépôt comporte une erreur matérielle car il convient de lire en lieu et place "Pour le compte de Aberdeen Germany S.S.à r.l."

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016069085/15.

(160032126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Aberdeen Real Estate Holding Company Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35a, Avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.951.

—
Extrait rectificatif sur dépôt L160019573 du 01/02/2016

Le dépôt numéro L160019573 du 1^{er} février 2016 indique que ce dépôt a été effectué par Aberdeen Global Services S.A. en tant qu'agent domiciliataire.

Toutefois, ce dépôt comporte une erreur matérielle car il convient de lire en lieu et place "Pour le compte de Aberdeen Real Estate Holding Company Luxembourg S.à r.l."

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016069087/15.

(160032124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Aberdeen Real Estate Holding Company Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35a, Avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.951.

—
Extrait rectificatif sur dépôt L150158600 du 27/08/2015

Le dépôt numéro L150158600 du 27 août 2015 indique que ce dépôt a été effectué par Aberdeen Management Services S.A. en tant qu'agent domiciliataire.

Toutefois, ce dépôt comporte une erreur matérielle car il convient de lire en lieu et place "Pour le compte de Aberdeen Real Estate Holding Company Luxembourg S.à r.l."

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016069088/15.

(160032577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Eosint S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 75.266.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016081303/9.

(160047392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Champ-Vert S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 34, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 76.200.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les associés, en date du 2 février 2016, que le siège social de la société est transféré du 62, rue du Dix Octobre à L-7243 Bereldange au 34, rue du Dix Octobre à L-7243 Bereldange, avec effet immédiat.

Bereldange, le 2 février 2016.

Pour extrait conforme

La gérance

Claude SCURI / Jean-Pierre MANGEN

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2016069198/15.

(160032048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Changreen, Société civile, Société Civile.**Capital social: EUR 10.340,35.**

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg E 3.958.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La société Changreen, Société Civile a été constituée par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg en date du 26 septembre 2008 publié au Mémorial C n° 2545 du 17 octobre 2008

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 11 décembre 2015

Les associés de la Société:

- approuvent le bilan intérimaire en date du 11 décembre 2015 comme bilan d'ouverture de la liquidation;
- décident de dissoudre la Société et sa mise en liquidation;
- décident de nommer Guy Harles, avocat, demeurant professionnellement au 41A Avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg, liquidateur de la Société;

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 14 décembre 2015

Les associés de la Société:

- approuvent le rapport du liquidateur de la Société;
- donnent décharge aux membres du conseil de Gérance et au liquidateur de la Société;
- prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 14 décembre 2015;
- décident que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à l'adresse suivante: 8 B, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Changreen, Société Civile, en liquidation volontaire

Référence de publication: 2016069199/29.

(160032622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

CSI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 41.026.900,00.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 75.751.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 10 novembre 2015

En date du 10 novembre 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Rebecca ORAND de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat;

- de nommer Monsieur Stephen SERNETT, né le 17 avril 1966 à Illinois, États-Unis d'Amérique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 2400, West Central Road, Hoffman Estates, IL 60192, Illinois, États-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Paul BARKER
- Monsieur John Per BRODIN
- Monsieur Stephen SERNETT

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2016.

CSI Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016069207/22.

(160032106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Chippy Fresh, Société à responsabilité limitée,
(anc. L35 Esch Dauphin).**

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 72.909.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2016069200/12.

(160032306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Concept Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 42.322.

IL RESULTE D'UNE DECISION PRISE LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 22 DECEMBRE 2015 QUE

EST NOMME ADMINISTRATEUR EN REMPLACEMENT DE L'ADMINISTRATEUR DEMISSIONNAIRE PAUL SUNNEN

- MADAME MARIE-PAUL VAN WAELEM, née le 05.01.1950 à Uccle (B), demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

QUE SONT REELUX COMME ADMINISTRATEUR

- MADAME MARIE JOSEPH RENDERS, née le 17.10.1948 à Halle (B), demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

- FIDIGA S.A.

inscrite au Registre du Commerce et des sociétés sous le numéro B 23 598, avec siège social 30 Boulevard Grande Duchesse Charlotte

L - 1330 Luxembourg et dont le représentant légal est Madame Marie Joseph Renders, demeurant au 11A Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

- EST NOMME COMMISSAIRE AUX COMPTES EN REMPLACEMENT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DEMISSIONNAIRE FIDUCIAIRE LUX-INTER SARL

- FIRELUX S.A.

inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 84 589, avec siège social à L - 9053 Ettelbruck, 45 Av. J.F. Kennedy.

LES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXPIRENT LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUANT SUR L'EXERCICE 2020

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signatures.

Référence de publication: 2016069203/30.

(160032561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Danube SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 149.983.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069211/11.

(160032456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

David Brown Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 949.475,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 140.251.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société à Luxembourg en date du 18 février 2016

L'associé unique de la Société a décidé de renouveler les mandats des gérants nommés ci-dessous jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2016:

- Mme Samia RABIA, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse,
- M. François BROUXEL, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse,
- M. Pierre METZLER, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse,
- M. David ARMITT, demeurant à GB-G76 0NU Eaglesham, Glasgow, 25, Moor Road.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069212/16.

(160032530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

IDEP International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 181.529.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les associés de la société en date du 19 février 2016 de la Société que:

- La démission de Madame Sandrine BISARO gérant de classe B de la Société, a été acceptée avec effet au 10 février 2016.

- Madame Caroline GOERGEN, née le 09 juin 1979 à Verviers (Belgique), et demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur L-2310 a été nommée en tant que gérant de classe B, avec effet immédiat au 10 février 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016069318/17.

(160032139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Tomorrow Project S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 181.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2016081664/10.

(160047673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Content International Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 168.521.

—
EXTRAIT

En date du 19 février 2016, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- Les démissions de Wim José August Rits et Freddy de Petter, en tant que gérants B de la société, sont acceptées avec effet au 8 février 2016.

- Benoit Caillaud et Eric-Jan van de Laar, ayant leur adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, sont nommés gérants B de la société avec effet immédiat, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069179/16.

(160032419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Corton Meyney S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 67.894.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société Corton Meyney S.A. qui s'est tenue en date du 15 février 2016

Il a été décidé ce qui suit:

- après délibération, le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Nicolas Hamel en sa qualité d'Administrateur de la Société et décide de coopter en remplacement Madame Marie-Aleth Hendessi, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2016.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Madame Véronique Wauthier, Monsieur Didier Schönberger et Madame Marie-Aleth Hendessi.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016069180/19.

(160032492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Grissin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 63.710.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société Grissin S.A. qui s'est tenue en date du 19 février 2016

Il a été décidé ce qui suit:

- après délibération, le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Nicolas Hamel en sa qualité d'Administrateur de la Société et décide de coopter en remplacement Madame Marie-Aleth Hendessi, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2016.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit: Mesdames Véronique Wauthier, Alexandra Corre et Marie-Aleth Hendessi.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016069286/19.

(160032615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Gratianne Bascans Luxe, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 187.371.

—
Extrait des résolutions prises à Luxembourg par le conseil d'administration en date du 17 février 2016

Les membres du Conseil d'Administration ont décidé d'accepter la démission de Mr Thierry SCORDEL de son mandat d'administrateur de la société avec effet au 12 janvier 2016.

Le Conseil d'Administration a décidé de nommer, par voie de cooptation, en qualité d'administrateur de la Société, Mr Alain SABATHIER, né le 13 mai 1958 à Paris 16^e arrondissement (France) et demeurant au Parc des Hauts Pinchinats, Chemin de la Fontaine des Tuiles, F-13100 Aix en Provence, France, avec effet au 17 février 2016 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069284/15.

(160032454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Healthcast S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2316 Luxembourg, 29, boulevard Général George S. Patton.

R.C.S. Luxembourg B 201.447.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 18 janvier 2016 que:

- La démission de M. Daniel STRUCK, de ses fonctions d'Administrateur a été acceptée avec effet au 17 décembre 2015;

- La démission de M. Daniel STRUCK, de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée avec effet au 17 décembre 2015;

- Monsieur Tariq KHALEEQ, né le 27 janvier 1987 à Cambridge (Angleterre) demeurant au 28, Türkismühler Strasse, D-66113 Saarbrücken, a été nommé aux fonctions d'administrateur de la société.

- Monsieur Tobias THEOBALD, Professionnel des technologies de l'information, né le 18 décembre 1990 à Saarlouis (Allemagne), demeurant au Ostring 20, D-66663 Merzig (Allemagne) a été nommé aux fonctions de Commissaire aux Comptes de la société.

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2016.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016069288/25.

(160032415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Brick Heaven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 194.192.

—
En date du 18 février 2016, l'associé unique Fattal Hotels Ltd, avec siège social au 132, Begin Road, Triangle Tower, 6701101 Tel Avivi Jaffa, Israël, a cédé la totalité de ses 1.000 parts sociales à Fattal Properties (Europe) Ltd. avec siège social au 132, Menachem Begin Road, 67012 Tel Aviv, Israël, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Fattal Properties (Europe) Ltd., précité, avec 1.000 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016069150/14.

(160032110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

BioPharma Credit Investments IV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.867.

—
Extrait des résolutions prises par les associés en date du 9 Février 2016

1. Madame Miroslava Jassova a démissionné de son mandat de gérant avec effet au 18 Décembre 2015.

2. Monsieur Francesco Abbruzzese, administrateur de sociétés, né à Luxembourg, le 7 Juin 1971, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée avec effet au 9 Février 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016069144/16.

(160032486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Bantleon Anleihenfonds, Fonds Commun de Placement.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 72.580.

—
RECTIFICATIF

Il résulte de la résolution prise par l'Assemblée Générale de la Société en date du 29 mai 2015, déposé en date du 22 juin 2015 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L150107132, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2148 du 19 août 2015, que la société KPMG AUDIT S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.590, ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer, avait été nommée réviseur d'entreprises agréé de la Société. Or il s'avère que cette société avait été erronément nommée au lieu et place de la société KPMG Luxembourg, société coopérative, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.133, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 39, avenue John F. Kennedy jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 19 février 2016.

Werner A. Schubiger / Cornelius Bechtel

Membre du conseil d'administration / Membre du conseil d'administration

Référence de publication: 2016069155/19.

(160032241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Heico, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 145, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 186.481.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 18/03/2016.

Référence de publication: 2016081346/10.

(160047888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Osteria V.A. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6941 Niederanven, 2, rue de Munsbach.

R.C.S. Luxembourg B 148.023.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016081518/9.

(160047629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

THB JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 165.909.

Les statuts coordonnés au 27 janvier 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069529/10.

(160032299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Tooway4you Europe S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 161.733.

Extrait des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 19 février 2016

Décisions

Après délibération, l'Assemblée, a décidé, à l'unanimité:

1. D'accepter la démission de DATA GRAPHIC S.A. de ses fonctions de Commissaire aux comptes.
2. De nommer à la fonction de Commissaire aux comptes de la Société, Monsieur Nicolas GODFREY, financial product manager, né à Courtrai (Belgique) le 27/01/1984 et résidant au 4C Fleeschgaass, 6665 Herborn (Luxembourg) jusqu'à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016069532/17.

(160032097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Luxinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 6.537.

Madame Tamar Cohen Shamay a démissionné de sa fonction d'Administrateur de la Société avec effet au 3 décembre 2015.

Suite à la réunion du Conseil d'Administration en date du 3 décembre 2015, Madame Revital Heychal, Chef du Département Rapportage Financier auprès de la Division de Comptabilité de Bank Leumi le-Israel B.M., née le 29 décembre 1969 en Israël, demeurant à Hacfar 9, Kiryat Ono, Israël, a été cooptée en qualité d'administrateur, avec effet au 3 décembre 2015, en remplacement de Madame Tamar Cohen Shamay, administrateur démissionnaire, dont elle terminera le mandat.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification lors d'une prochaine assemblée générale des actionnaires.

Madame Revital Heychal aura une signature conjointe.

Pour LUXINVEST S.A.

Référence de publication: 2016069369/16.

(160032046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Radlok S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 150.987.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un gérant*

Référence de publication: 2016081569/11.

(160047830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Nadeau Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 74.074.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 14 juillet 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} section, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée NADEAU FINANCE s.à r.l., inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B74074, avec siège social au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, dénoncé en date du 25 février 2005.

Pour extrait conforme

Bruno Vier

Le liquidateur

Référence de publication: 2016069398/14.

(160032235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Najac, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 18.485.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 2015.

Pour statuts conformes

Référence de publication: 2016069399/11.

(160032784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Monocle Fund SICAV, Société d'Epargne-Pension à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 189.329.

Suite à la démission de M. Erich Bonnet en date du 1^{er} février 2016, Mme Sandrine Dubois, domiciliée professionnellement à L-8379 Kleinbettingen, 7 rue du château d'eau, a été nommée comme membre du conseil d'administration au 1^{er} février 2016 et ce jusqu'à la fin de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui devra se tenir en 2016.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose désormais comme suit et ce jusqu'à la fin de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui devra se tenir en 2016:

Mme Sandrine Dubois, Membre du conseil d'administration

7, rue du château d'eau, L-8379 Kleinbettingen

M. Jean-Bernard Quillon, Membre du conseil d'administration

14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

M. Charles Monot, Membre du conseil d'administration

33, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2016069387/20.

(160032142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Paramina Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 136.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016081528/9.

(160047979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

**Wellington Management Funds (Luxembourg) II SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Wellington Management Portfolios (Luxembourg) IV SICAV - FIS).**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 127.005.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth day of November.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of Wellington Management Portfolios (Luxembourg) IV SICAV-FIS (the "Company"), a public limited company ("société anonyme"), qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable"), having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, (R.C.S.: Luxembourg B 127.005), incorporated pursuant to a notarial deed of the Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 23 March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1152 of 14 June 2007. The articles of incorporation of the Company were amended for the last time by way of a public deed of the same notary on 5 May 2015, published in the Mémorial number 1410 of 4 June 2015.

The meeting was opened at 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, at 10.00 am (CET), under the chairmanship of Mrs. Michèle Kemp, lawyer, residing professionally in Luxembourg (the "Chairman"),

who appointed as secretary Mrs. Isabel DIAS, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Camille Delacoute, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. An extraordinary general meeting of shareholders of the Company was held, before the undersigned notary, on 4 November 2015, at 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, with the agenda as set out below. The quorum required by article 67-1(2) of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies as amended was not reached.

II. The shares being all registered shares, this second meeting has been reconvened by notices sent by registered mail to each registered shareholder on 9 November 2015.

III. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the represented shareholders, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and by the undersigned notary and shall be attached in the same way to this document.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Modification of the name of the Company at article 1 "Name" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") from Wellington Management Portfolios (Luxembourg) IV SICAV-FIS into Wellington Management Funds (Luxembourg) II SICAV, which shall read as follows:

“**Art. 1. Name.** There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of "WELLINGTON MANAGEMENT FUNDS (LUXEMBOURG) II SICAV" (hereinafter the «Company»).”.

2. Full restatement of the Articles as per the revised Articles attached to the Proxy Form.

3. Removal of the French translation of the Articles.

4. All the above changes will be effective as of 19 February 2016.

5. Miscellaneous.

V. It appears from the said attendance list that 21.231.045,84 shares out of the 215.135.983,941 outstanding shares of the Company are present or represented at the Meeting, which consequently is regularly constituted and the resolution on each item of the agenda may validly be passed by the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the votes validly cast at the meeting.

After deliberation, the Meeting took the following resolution:

First resolution

The Meeting resolves to modify the name of the Company at article 1 "Name" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") from Wellington Management Portfolios (Luxembourg) IV SICAV-FIS into Wellington Management Funds (Luxembourg) II SICAV, which shall read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of “WEL-LINGTON MANAGEMENT FUNDS (LUXEMBOURG) II SICAV” (hereinafter the «Company»).”.

Votes in favour: 31

Vote(s) against: 0

Abstention(s): 0

The resolution is consequently adopted.

Second resolution

The Meeting resolves (i) to fully restate the Articles as per the revised Articles attached to the proxy form sent to the shareholders prior the meeting, which shall read as follows and (ii) to subsequently remove the French translation of the Articles:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of “WEL-LINGTON MANAGEMENT FUNDS (LUXEMBOURG) II SICAV” (hereinafter the «Company»).

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but not, in any event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors.

2.2 In the event that the board of directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

2.3 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders of the Company, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the investment sub-funds (the «Sub-Funds») available to it in transferable securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 13 February 2007 on specialised investment funds as amended (the «2007 Law»).

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares.

5.1 The Share capital of the Company shall be represented by Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million, two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law. The initial issued Share capital of the Company was thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-).

5.2 The Shares of a Sub-Fund to be issued pursuant to Articles 6 and 7 hereof may, as the Directors shall determine, be of different Classes. The proceeds of the issue of each Share shall be invested in transferable securities of any kind and any other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant Shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Directors.

5.3 The Directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund within the meaning of Article 71 of the 2007 Law for each Class of Shares or for two or more Classes of Shares in the manner described in Article 10 hereof. Each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund and each Sub-Fund shall only be responsible for the obligations attributable to the relevant Sub-Fund.

5.4 The Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed.

5.5 For the purpose of determining the Share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total aggregate of the net assets of each Sub-Fund.

Art. 6. Form of Shares.

6.1

6.1.1 The Company shall issue Shares in registered form only.

6.1.2 All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company, and such register shall contain the name of each shareholder, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional Share (hereafter the «Register of Shareholders»).

6.1.3 The inscription of the shareholder's name in the Register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

6.1.4 The Share certificates (if any) shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised by the Directors in which case, such signature shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Directors may determine.

6.2 The transfer of registered Shares shall be effected (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the Register of Shareholders. Such inscription shall be signed by one or more Directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorised thereto by the Directors.

6.3

6.3.1 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address shall also be entered into the Register of Shareholders.

6.3.2 In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered in the Register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the Register of Shareholders by means of a written notice to the Company at its registered office, or at such other address as may be advised by the Company from time to time.

6.4

6.4.1 If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate (if any) has been lost, mislaid, defaced or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

6.4.2 Defaced Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new Share certificates.

6.4.3 The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

6.5

6.5.1 The Company shall not be bound to register more than four persons as the joint holders of any Share or Shares and in the case of a Share held jointly by several persons, the Company shall not be bound to issue more than one certificate therefor, and delivery of a certificate for a Share to any one of the several joint holders shall be sufficient delivery to all.

6.5.2 In the case of joint holders of record the vote of the senior who tenders a vote, whether in person or by proxy, shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint holders, and for this purpose seniority shall be determined by the order in which the names stand in the Register of Shareholders.

6.5.3 A notice may be given by the Company to the joint holders of record of a Share by giving the notice to the joint holder first named on the Register of Shareholders in respect of the Share.

6.5.4 In the case of joint holders, notice of every general meeting shall be deemed to be validly given if given to the joint holder first named in the Register of Shareholders.

6.6 The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares.

7.1 The Directors are authorised without limitation to issue an unlimited number of Shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

7.2 The Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Sub-Fund. The Directors may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus.

7.3 Furthermore, the Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of the aggregate net asset value of Shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional investments and the minimum of any holding of Shares.

7.4 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the net asset value per Share of the relevant Class as determined in compliance with Article 11 hereof as at such Valuation Date as may be determined in accordance with such policy as the Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Directors.

7.5

7.5.1 The issue price so determined shall be payable within a period as determined by the Directors which shall not exceed ten business days from the relevant Valuation Date as defined in the prospectus.

7.5.2 Where an applicant for Shares fails to pay settlement monies on subscription or to provide a completed application form for an initial application by the due date, the Directors may cancel the allotment or, if applicable, redeem the Shares. If requested by a Shareholder, such redemption proceeds may be paid in currencies other than the designated currency of the relevant Share class as determined by the Principal Distributor, acting in its discretion, from time to time. In either case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred (as conclusively determined by the Directors in their discretion) directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely settlement. In computing such loss, account shall be taken, where appropriate, of any movement in the price of the Shares concerned between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

7.5.3 If the applicant fails to make timely settlement in respect of the allotment of a Share or Shares, the entity which shall have been appointed from time to time to act as principal distributor of the Shares of the Company may at its discretion take such steps as it sees fit to avoid, mitigate or make good any losses, costs or expenses incurred by the Company as mentioned above including making payment of the due amount to the Company on the due date and shall be entitled to recover all costs and expenses (including interest) incurred directly or indirectly by the Company in seeking to recover such due debt and which is payable on demand.

7.5.4 No request for conversion or redemption of a Share shall be effective unless the price for such Share has been paid and any confirmation delivered in accordance with this Article.

7.6 The Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of Shares to be issued and to deliver them.

7.7 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the independent auditor of the Company (réviseur d'entreprises indépendant). The securities to be delivered by way of a contribution in kind must correspond to the investment policy and restrictions of the Sub-Fund to which they are contributed.

7.8 The Company may issue Shares within the framework of regular savings plans.

Art. 8. Redemption of Shares.

8.1 Under the terms and procedures set forth by the Directors in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares in the Company.

8.2 Subject to the provisions of Article 12 hereof, the redemption price per Share shall be paid within such period as may be determined by the Directors in their discretion from time to time provided however that the payment for redeemed shares is effected as soon as it is practicable, provided that the Share certificates (if any) and such instruments for redemption as may be required by the Directors have been received, and is in a form which is satisfactory to the Company. The proceeds of any redemption effected in relation to a prior subscription may be delayed for more than ten Business Days to assure that the Sub-Funds tendered for such subscription have cleared.

8.3 Because provisions must be made for an adequate portion of liquid funds in the Sub-Fund's assets, in normal circumstances payment for redeemed Shares is effected as soon as is practicable after the determination of the redemption price unless statutory or legal provisions, such as foreign exchange controls or restrictions on capital movements, or other circumstances beyond the control of the depositary, make it impossible to transfer the redemption amount to the country in which the Shareholder requesting the redemption is resident. Payments will be paid in the currency of the relevant class.

8.4 The redemption price shall be equal to the net asset value per Share of the relevant Class, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Prospectus. Such price may be decreased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when disposing of assets in order to pay the redemption proceeds to redeeming shareholders. Furthermore, the redemption price may be

rounded up or down to no less than the nearest unit of the currency of the relevant Class of Shares, as the Directors shall determine in their discretion.

8.5 If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any shareholder would fall below the minimum subscription amount as set out in the Prospectus or such net asset value as determined by the Directors in their discretion from time to time, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of Shares.

8.6 If a redemption will reduce the net assets of any Sub-Fund by an amount which has an adverse impact on such Sub-Fund, the Directors may, in their discretion, reduce the redemption in such proportion that it deems to be appropriate to be redeemed. The unredeemed portion shall be redeemed at the next Dealing Day as defined in the prospectus and will be dealt with before any subsequent request for redemption.

8.7 The Directors may decide to make compulsory the redemption of all the Shares held by a shareholder, if the aggregate net asset value of Shares held by such shareholder falls below such value as determined by the Directors in their discretion.

8.8 In the event of extensive or unusually large redemption applications, the depositary and the Directors may decide to delay the settlement of the redemption applications until the Company has sold the corresponding assets of the relevant Sub-Fund without unnecessary delay. The Directors may also, at their discretion and/or at the request of a shareholder wishing to have his shares redeemed, pay all or a portion of the redemption proceeds in investments owned by the relevant Sub-Fund. The nature and type of investments to be transferred in any such case shall be determined by the Directors on a fair and equitable basis as confirmed by the auditor of the Company and without material prejudice to the interests of the remaining shareholders. The expenses in connection with the establishment of any auditor's report for this purpose shall be borne by the redeeming shareholder or the relevant Sub-Fund in the discretion of the Directors acting in the best interest of the remaining shareholders. Any costs of such transfers shall be borne by the shareholders benefiting from the redemption in kind, and the shareholder additionally will bear any cost and market risk associated with converting in kind redemption proceeds to cash.

8.9 All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares.

9.1 Any shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares in one Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund, provided that the Directors may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right to and frequency of conversions between certain Sub-Funds and Share Classes and (ii) subject to the payment of such charges and commissions as the Directors shall determine.

9.2 The price for the conversion of Shares shall be computed by reference to the respective net asset values per Share of the two Sub-Funds concerned, calculated on the same Valuation Date.

9.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any shareholder in any Sub-Fund or Class of Shares would fall below such minimum number or value as determined by the Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of Shares in such Class or Sub-Fund.

9.4 The Shares which have been converted into Shares of another Sub-Fund shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares.

10.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

10.2 Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of Shares in the Company by any United States Person as defined in the prospectus or any other person («Designated Person»), and for such purposes the Company may:

A. decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in the legal or beneficial ownership of such Shares by a United States Person or by any Designated Person; and

B. at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the Register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests in a United States Person or any other Designated Person, or whether such registry will result in the beneficial ownership of such Shares by a United States Person or any Designated Person; and

C. decline to accept the vote of any United States Person or any Designated Person at any meeting of shareholders of the Company.

10.3 Where it appears to the Company that (i) any United States Person or any Designated Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares or that (ii) the aggregate net asset value of Shares or the number of Shares held by a shareholder falls below such value or number of Shares respectively as determined by the

Directors of the Company, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all Shares held by such shareholder in the following manner:

10.3.1 The Company shall serve a notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such Shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

10.3.2 Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in the purchase notice.

10.3.3 Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the Register of Shareholders

10.3.4 The price at which each such Share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount based on the net asset value per Share of the relevant Class at the Valuation Date next succeeding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in such notice, all as determined by the Directors, less any service charge provided therein.

10.3.5 Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency set by the Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and will be (i) deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere or (ii) paid by a check sent to the last known address on the Company's books (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the Share certificate or certificates (if any) specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto.

Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates (if any) as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares. The Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

10.3.6 The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share.

11.1 The Net Asset Value per Share of each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the Prospectus) of the relevant Sub-Fund or Class concerned and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company attributable to each Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Sub-Fund, at any such Valuation Date, by the number of Shares in the relevant Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to no less than the nearest unit of the relevant currency, as the Directors shall determine. If, since the time of determination of the net asset value, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. In such a case, instructions for subscription, redemption or conversion of Shares shall be executed on the basis of the second net asset value calculation.

11.2 The valuation of the net asset value of each Sub-Fund shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other debt instruments, investments and securities owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such securities;
- 6) the primary expenses of the Company insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including pre-paid expenses.

The valuation of assets of each Sub-Fund of the Company shall be calculated in the following manner:

- a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof,

unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) the value of transferable securities and money market instruments and any other assets which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available closing price and each transferable securities and money market instruments and any other assets traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities,

(c) for non-quoted assets or assets not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as quoted or non-quoted assets on such other market for which no valuation price is available, or assets for which the quoted prices are not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Directors on the basis of foreseeable purchase and sale prices;

(d) units or shares in open-ended underlying funds will be valued at the official redemption price quoted by the relevant underlying fund, its management company or a third party commissioned by it or at an unofficial redemption price (i.e. an estimated net asset value of the shares or units of the underlying fund), if this is more up-to-date or in the view of the Directors more in conformity with the market than the official redemption price. The unofficial redemption price shall only be used where it has been determined in good faith in accordance with recognized valuation principles capable of being verified by auditors. The Directors shall be entitled to rely on the accuracy of the calculations provided by the relevant underlying fund, its management company or third party commissioned by it without making further enquiries, as long as it is acting in good faith. The valuation on the basis of an unofficial redemption price of the shares or units of underlying funds is final, even if it subsequently turns out that it diverges from the valuation that would have been calculated by reference to the official redemption price;

(e) money market instruments with a remaining maturity of less than ninety days at the time of purchase or securities whose applicable interest rate or reference interest rate is adjusted at least any ninety days on the basis of market conditions shall be valued at cost plus accrued interest from its date of acquisition, adjusted by an amount equal to the sum of (i) any accrued interest paid on its acquisition and (ii) any premium or discount from its face amount paid or credited at the time of its acquisition, multiplied by a fraction the numerator of which is the number of days elapsed from its date of acquisition to the relevant Valuation Date and the denominator of which is the number of days between such acquisition date and the maturity date of such instruments;

Money market instruments with a remaining maturity of more than ninety days at the time of purchase shall be valued at their market price. When their remaining maturity falls under ninety days, the Directors may decide to value them as stipulated above;

(f) liquid assets may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortized cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner;

(g) the liquidating value of futures, forward and options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and/or regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Sub-Fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Directors may deem fair and reasonable;

(h) All other assets of any kind or nature will be valued at their net realisable value as determined in good faith by or under the responsibility of the Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

To the extent that the Directors consider that it is in the best interests of the Company, given the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by Shareholders in relation to the size of any Sub-Fund, an adjustment, as determined by the Directors at their discretion, may be reflected in the Net Asset Value of the Sub-Fund for such sum as may represent the percentage estimate of costs and expenses which may be incurred by the relevant Sub-Fund under such conditions.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued or payable administrative expenses, including, but not limited to, investment advisory and management fees, depositary and paying agent fees, administrator fees, listing fees, domiciliary and corporate agent fees, auditors' and legal fees;
- 3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligation for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- 4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Directors;
- 5) the formation expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company.

In determining the amount of such other liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise promotion, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising, preparing, translating and printing of prospectuses, explanatory memoranda, Company documentation or registration statements, annual and semi-annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, facsimile and other electronic means of communication.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange determined at the relevant Valuation Date in good faith by or under procedures established by the Directors.

The Directors, in their absolute discretion, may permit some other method of valuation to be used if they consider that such valuation better reflects the fair value of any asset and / or liability of the Company.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Directors shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

a) if two or more Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, Classes of Shares may be defined from time to time by the Directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions («distribution shares») or not entitling to distributions («capitalisation shares») and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees, and/or (v) a specific type of investor, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) any other specific features applicable to one Class of Shares;

b) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that Class of Shares, provided that if several Classes of Shares are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;

c) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the Class or Classes of Shares corresponding to such Sub-Fund;

d) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

f) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset value of the relevant Classes of Shares or in such other manner as determined by the Directors acting in good faith; and

g) upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the net asset value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of fraud, bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Directors or by any bank, company or other organisation which the Directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors at the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Directors at the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until received by the Company. The price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of Shares; and

4) where at any Valuation Date the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known at such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.

12.1 With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a year or at such higher frequency as determined by the Directors and set out in the Prospectus, such date or time of calculation being referred to herein as the «Valuation Date».

12.2 The Company may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Class or Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares to and from its shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Class or Sub-Fund during:

a) any period when the principal Stock Exchanges on which a substantial proportion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund are quoted are closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended; or

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impractical; or

c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any particular Sub-Fund or the currency price or values on any such stock exchange; or

d) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making repayments due on the redemption of such Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on the redemption of such Shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange; or

e) following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several Classes or Sub-Funds.

12.3 Such suspension as to any Class of Shares or Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Class of Shares or Sub-Fund.

12.4 Unless waived by the Directors in compliance with the principle of equal treatment of shareholders, any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors.

13.1 The Company shall be managed by a board of directors (the «Directors») composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

13.2 Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented.

13.3 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

13.4 In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy. The shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings.

14.1 The board of directors may choose from among its members a chairperson and one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary (who need not be a director) who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. Either the chairperson or any two directors may at any time summon a meeting of the directors by notice in writing to every director which notice shall set forth the general nature of the business to be considered and the place at which the meeting is to be convened.

14.2 Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

14.3 The chairperson shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his/her absence, the shareholders or the directors shall decide by a majority vote that another director, or in the case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

14.4 The board of directors may from time to time and at any time by powers of attorney appoint any company, firm, person or body of persons, whether nominated directly or indirectly by the Directors, to be the attorney or attorneys of the Company for such purpose and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the board of directors under these Articles) and for such period and subject to such conditions as they may think fit, and any such powers of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorneys as the Directors may think fit and may also authorise any such attorney to delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him.

14.5 Any director may act at any meeting by appointing in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

14.6 The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the board of directors.

14.7 The board of directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

14.8 Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed where they are signed by the chairperson of the meeting or any two directors.

14.9 Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairperson of the meeting shall have a deciding vote.

14.10 Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the Directors' meetings. Each director shall approve such resolution in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

14.11 Members of the board of directors or of any committee thereof may participate in a meeting of the board of directors or of such committee by means of conference telephone or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other and participation in a meeting pursuant to this provision shall constitute presence in person at such meeting

Art. 15. Powers of the Board of Directors.

15.1 The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policies as determined in Article 18 hereof.

15.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

15.3 The Directors will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or the AIFM with respect to the Company, to a Shareholder will not result in an overall material disadvantage to other Shareholders, as further disclosed in the Company's Prospectus.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power.

17.1 The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorises, sub-delegate their powers.

17.2 The Company will enter into an investment management agreement with any affiliated or associated company of WELLINGTON MANAGEMENT COMPANY LLP (the «Investment Manager»), which shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 18 hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and responsibility of the board of directors, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Company pursuant to the terms of a written agreement. Subject to the approval of the board of directors of the Company, the Investment Manager may delegate its powers to third parties at its own cost.

17.3 In the event of non-conclusion or termination of such written agreement in any manner whatsoever, the Company shall change its name forthwith upon the request of the Investment Manager to a name not resembling the one specified in Article 1 hereof.

17.4 The Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

17.5 Subject to the conditions of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as amended (the «2013 Law») the Directors may appoint an alternative investment fund manager (AIFM). Subject to the overall supervision of the Directors, the AIFM shall be responsible for the collective management of the Company, in particular the management

of the Company's assets (including portfolio management and risk management), and, if so decided by the Directors, also for further functions in relation to the administration of the Company and the marketing of shares in the Company.

Art. 18. Investment Policies. The Directors, based upon the principle of risk spreading, have the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company in compliance with applicable laws and regulations, in particular the provisions of the 2007 Law.

Art. 19. Conflict of Interest.

19.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.2 In the event that any Director or officer of the Company may have an interest in any transaction of the Company which conflicts with the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the board of directors such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

Such conflict of interest as referred to in this Article, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any affiliated or associated company of the investment manager, or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the board of Directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. Every director, agent, auditor, or officer of the Company and his personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets and funds of the Company against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities («Losses») incurred or sustained by him in or about the conduct of the Company business or affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions, including Losses incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person or (ii) by reason of his having joined in any receipt for money not received by him personally or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Company or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Company shall be invested or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his office or in relation thereto, unless the same shall happen through his own gross negligence or wilful misconduct against the Company.

Art. 21. Fees of the board of directors. The general meeting may grant the directors, as remuneration for their activities, a fixed annual sum, in the form of directors' fees, which shall be booked under the Company's overheads and distributed among the members of the board of directors, at its discretion.

In addition, the directors may be paid for expenses incurred on behalf of the Company insofar as these are considered as reasonable.

The fees of the chairperson or secretary of the board of directors, those of the general manager and officers shall be determined by the board of directors.

Art. 22. Auditors.

22.1 The operations of the Company, including particularly its books of accounts and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an authorized external auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders of the Company for a period which may not exceed six years and shall remain in office until re-elected or until his successor is elected and qualifies. The auditor will be remunerated by the Company.

22.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 23. General Meetings of Shareholders of the Company.

23.1 The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

23.2 The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

23.3 It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the Share capital of the Company.

23.4 The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg-City at a place specified in the notice of meeting, at 4.00 p.m. (Luxembourg time) on the last Tuesday of March of each year.

23.5 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

23.6 Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

23.7 The board of directors may convene a general shareholders meeting pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders or at such other address indicated by the relevant shareholder. No evidence of the giving of such notice to registered shareholders is required by the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

23.8 If no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

23.9 If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

23.10 The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

23.11 The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

23.12 Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail, or any other similar means of communication, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

23.13 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 24. General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes of Shares.

24.1 The shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

24.2 In addition, the shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

24.3 The provisions of Article 23, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

24.4 Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, to another person who need not be a shareholder and may be a director of the Company.

24.5 Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a Class are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

24.6 Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of Shares of any Class vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Class or Classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Class or Classes in compliance with Article 68 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 25. Termination and liquidation of Sub-Funds or Classes of Shares.

25.1 In the event that, for any reason, the Directors determine that (i) the net asset value of any Sub-Fund or Class of Shares has decreased to, or has not reached, the minimum level for that Sub-Fund or Class of Shares to be managed and/or administered in an efficient manner, or (ii) changes in the legal, economic or political environment would justify such termination, or (iii) a product rationalisation or any other reason would justify such termination, the Directors may decide to redeem all Shares of the relevant Sub-Fund or Class of Shares at the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments, realisation expenses and liquidation costs) for the Valuation Date in respect of which such decision shall be effective, and to terminate and liquidate such Sub-Fund or Class of Shares.

25.2. The shareholders will be informed of the decision of the Directors to terminate a Sub-Fund or Class of Shares by way of a notice and/or in any other way as required or permitted by applicable laws and regulations. The notice will indicate the reasons for and the process of the termination and liquidation.

25.3 Notwithstanding the powers conferred on the Directors by the preceding paragraphs, the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or Class of Shares may also decide on such termination and liquidation and have the Company compulsorily redeem all Shares of the relevant Sub-Fund or Class of Shares at the net asset value per share for the Valuation Date in respect of which such decision shall be effective. Such general meeting will decide by resolution taken with no quorum requirement and adopted by a simple majority of the votes validly cast.

25.4 Actual realisation prices of investments, realisation expenses and liquidation costs will be taken into account in calculating the net asset value applicable to the compulsory redemption. Shareholders in the Sub-Fund or Class of Shares concerned will generally be authorised to continue requesting the redemption or conversion of their Shares prior to the

effective date of the compulsory redemption, unless the Directors determine that it would not be in the best interests of the Shareholders in that Sub-Fund or Class of Shares or could jeopardise the fair treatment of the Shareholders.

25.5 Redemption proceeds which have not been claimed by the Shareholders upon the compulsory redemption will be deposited, in accordance with applicable laws and regulations, in escrow at the “Caisse de Consignation” on behalf of the persons entitled thereto. Proceeds not claimed within the statutory period will be forfeited in accordance with laws and regulations.

25.6 All redeemed Shares may be cancelled.

Art. 26. Merger, absorption and reorganisation.

26.1 Under the same circumstances as provided for by Article 25.1 above, the Directors may decide to merge, in accordance with applicable laws and regulations, the Company or any Sub-Fund or Class of Shares of the Company (the “Merging Entity”) with (i) another Sub-Fund or Class of Shares of the Company, or (ii) another Luxembourg specialised investment fund organised under the 2007 Law or sub-fund or class of shares thereof, or (iii) another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or sub-fund or class of shares thereof, or (iv) another foreign undertaking for collective investment or sub-fund or class of shares thereof (the “Receiving Entity”), by transferring the assets and liabilities from the Merging Entity to the Receiving Entity, or by allocating the assets of the Merging Entity to the assets of the Receiving Entity, or by any other method of merger, amalgamation or reorganisation, as may be applicable, and, following a split or consolidation, if necessary, and the payment to Shareholders of the amount corresponding to any fractional entitlement, by re-designating the Shares of the Merging Entity as shares of the Receiving Entity, or by any other method of reorganisation or exchange of shares, as may be applicable.

26.2 Such decision will be published to Shareholders of the Merging Entity in the same manner as described in Article 25.2 above one month before it becomes effective (and, in addition, the publication will contain information in relation to the Receiving Entity), in order to enable Shareholders of the Merging Entity to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. Exceptions may apply if the Receiving Entity is a Class of Shares of a Sub-Fund of the Company. Subject to applicable laws and regulations, Shareholders of the Merging Entity who have not requested redemption will be transferred to the Receiving Entity.

26.3 Such a merger does not require the prior consent of the Shareholders except where the Company is the Merging Entity entity which, thus, ceases to exist as a result of the merger; in such case, the general meeting of shareholders of the Company must decide on the merger and its effective date. Such general meeting will decide by resolution taken with no quorum requirement and adopted by a simple majority of the votes validly cast.

26.4 The Directors may decide to proceed, in accordance with applicable laws and regulations, with the absorption by the Company or one or several Sub-Funds or Classes of Shares of (i) another Luxembourg specialised investment fund organised under the 2007 Law or sub-fund or class of shares thereof, or (ii) another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or sub-fund or class of shares thereof, or (iii) another foreign undertaking for collective investment or sub-fund or class of shares thereof (the “Absorbed Entity”). The exchange ratio between the relevant Shares of the Company and the shares or units of the Absorbed Entity will be calculated on the basis of the relevant net asset value per share or unit as of the effective date of the absorption.

26.5 Notwithstanding the powers conferred on the Directors by the preceding paragraphs, the general meeting of shareholders, as the case may be, of the Company, a Sub-Fund or Class of shares, may also decide on such merger or absorption and have the Company perform the necessary transfers, allocations, merger, amalgamation, absorption, re-designations and/or exchanges or other methods of reorganisation or exchange. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution adopted by a simple majority of the votes validly cast.

26.6 Special approval and/or majority requirements may apply in compliance with applicable laws and regulations where the Merging Entity shall be merged into a foreign Receiving Entity, or into a Receiving Entity which is not of the corporate type (fonds commun de placement or foreign equivalent).

26.7 Under the same conditions and procedure as for a merger, the directors may decide to reorganise a Sub-Fund or Class of Shares by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes of Shares.

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of October of each year and shall terminate on the thirtieth of September of the following year.

Art. 28. Distributions.

28.1 The general meeting of shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Directors to declare, distributions.

28.2 For any Class or Classes of Shares entitled to distributions, the Directors may decide to pay interim dividends in the frequency and amounts determined by the Directors in compliance with the conditions set forth by law.

28.3 Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such shareholders at their addresses in the Register of Shareholders.

28.4 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Directors shall in their discretion determine from time to time.

28.5 The Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Directors.

28.6 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

28.7 No interest shall be payable by the Company on a dividend which has not been claimed by a shareholder.

Title V. Final provisions

Art. 29. Depositary.

29.1 To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary agreement with a banking or saving institution as defined by the amended law of April 5, 1993 on the financial sector (herein referred to as the «depositary»).

29.2 The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law. In carrying out its role as depositary, the depositary must act solely in the interest of the investors.

29.3 Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the depositary may discharge itself of its liability with respect to the custody of such financial instruments provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.

29.4 If the depositary wishes to retire, the Directors shall use their best endeavours to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such retirement. The Directors may terminate the appointment of the depositary but shall not remove the depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Dissolution of the Company.

30.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 32 hereof.

30.2 Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

30.3 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented at the meeting.

30.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 31. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Should the Company be liquidated, such liquidation shall be carried out in accordance with the provisions of the Law of 2007 which specifies the steps to be taken to enable Shareholders to participate in the liquidation distributions and in this connection provides for deposit in escrow at the Caisse de Consignation in Luxembourg of any such amounts which it has not been possible to distribute to the Shareholders at the close of liquidation. Amounts not claimed within the prescribed period are liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law. The net liquidation proceeds of the Sub-Fund shall be distributed to the Shareholders of each Class of the Sub-Fund in proportion to their respective holdings of such Class.

Art. 32. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

Art. 33. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not. Capitalised terms within these Articles of Incorporation shall have the same meaning as in the prospectus unless otherwise defined herein.

Art. 34. German Income Tax Act. The Company, which is subject to the supervision of the local financial regulatory authority, has various Sub-Funds which comply with the requirements of Paragraph 1, Section 1b, number 1-9, of the German Income Tax Act, and limit their activities to passive investment as defined in the German Income Tax Act.

Art. 35. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, the 2007 Law, and the 2013 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Votes in favour: 100 %

Vote(s) against: /

Abstention(s): /

The resolution is consequently adopted.

Third resolution

The Meeting resolves that all the above changes will be effective as of 19 February 2016.

Votes in favour: 31

Vote(s) against: /

Abstention(s): /

The resolution is consequently adopted.

There being no further business before the Meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: M. Kemp, I. Dias, C. Delacoute et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 2 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/27499. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016069070/822.

(160031482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

JBS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.002,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 202.366.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of the month of December,

Before the undersigned Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B 202.222,

here duly represented by Mrs. Sofia Afonso Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party representing the whole corporate capital requests the notary to act that:

I. The appearing person is the sole member of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name JBS Luxembourg S.à r.l. (the "Company"), with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 202.366, established pursuant to a deed of Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, dated December 7, 2015.

II. The Company's corporate capital is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), represented by twenty thousand (20,000) corporate units, with a par value of one United States dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up.

First resolution

The sole member resolves to increase the Company's corporate capital to the extent of two United States Dollars (USD 2), to raise it from its present amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) to twenty thousand and two United States Dollars (USD 20,002) by the creation and issuance of two (2) corporate units, with a par value of one United

States Dollar (USD 1), (the “New Corporate Units”) and vested with the same rights and obligations as the existing corporate units.

Subscription - Payment

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., prenamed, declares to subscribe for the New Corporate Units for a total subscription price of ten billion six hundred sixty-seven million five hundred fourteen thousand three hundred and eight United States Dollars (USD 10,667,514,308) - including an aggregate share premium of ten billion six hundred sixty-seven million five hundred fourteen thousand three hundred and six United States Dollars (USD 10,667,514,306)- (the “Subscription Price”) and to fully pay it by a contribution in kind consisting of (i) all the one thousand (1,000) shares, having a nominal value of zero point zero one United States Dollar (USD 0.01) each, representing in aggregate 100% of the share capital of JBS USA Food Company, a corporation existing under the laws of the state of Delaware (United States of America), with registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, 19801, New Castle County, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 3866331 (the “Contributed Shares”), and (ii) twenty thousand (20,000) corporate units, having a nominal value of one United States Dollars (USD 1) each, representing in aggregate 100% of the corporate capital of JBS Petrusse Finance S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand- Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202.300 (the “Contributed Corporate Units”), and contributed for an aggregate amount of ten billion six hundred sixty-seven million five hundred fourteen thousand three hundred and eight United States Dollars (USD 10,667,514,308) (the Contributed Shares and the Contributed Corporate Units are together referred to as the “Contributed Assets”).

Evidence of the contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a statement of contribution value established by the managers of the Company, attesting the value of the Contributed Assets, and statements of transferability established by the managers of JBS Petrusse Finance S.à r.l. and JBS USA Food Company, attesting their free transferability.

Effective implementation of the contribution

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., prenamed, by its representative, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Contributed Assets and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;
- the contribution of the Contributed Assets is effective as from December 23, 2015, without qualification;
- all further formalities are in course in the jurisdictions of the location of the Contributed Assets, in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

Second resolution

Further to the above resolutions, the sole member resolves to amend the first paragraph of article 5 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The corporate capital is set at twenty thousand and two United States Dollars (USD 20,002) represented by twenty thousand and two (20,002) corporate units in registered form, having a par value of one United States Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up.”

The other paragraphs of article 5 of the Company’s articles of association remain unchanged.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his Surname, name, civil status and residence, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.222,

ici représentée par Mme Sofia Afonso Da Chao Conde, employée privée, demeurant au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée constituée et existant au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination JBS Luxembourg S.à r.l. (ci-après, la «Société»), ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.366, constituée par acte notarié de Maître Jacques Kessler, notaire résidant à Pétange, en date du 7 décembre 2015.

II. Le capital social de la Société est fixé à vingt mille dollars des Etats-Unis (20.000 USD), représenté par vingt mille (20,000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux dollars des Etats-Unis (2 USD), pour le porter de son montant actuel de vingt mille dollars des Etats-Unis (20.000 USD) à vingt mille deux dollars des Etats-Unis (20.002 USD) par la création et l'émission de deux (2) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (1 USD), (les «Nouvelles Parts») et bénéficiant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., précitée, déclare souscrire les Nouvelles Parts et les libérer intégralement pour un montant de dix milliards six cent soixante-sept millions cinq cent quatorze mille trois cent huit dollars des Etats-Unis (10.667.514.308 USD) - incluant une prime d'émission globale de dix milliards six cent soixante-sept millions cinq cent quatorze mille trois cent six dollars des Etats-Unis (10.667.514.306 USD)- (le «Prix de Souscription») et par un apport en nature consistant en (i) mille (1,000) actions, d'une valeur nominale de zéro virgule zéro un dollar des Etats-Unis, représentant ensemble 100% du capital de JBS USA Food Company, une corporation existant sous les lois de l'état du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, 19801, New Castle County, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée au Secrétariat d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 3866331 (les «Actions Apportées»), et (ii) vingt mille (20.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (1 USD), représentant ensemble 100% du capital de la société JBS Petrusse Finance S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (les «Parts Sociales Apportées») sous le numéro B 202.300, et contribuées pour un montant de dix milliards six cent soixante-sept millions cinq cent quatorze mille trois cent huit dollars des Etats-Unis (10.667.514.308 USD) (les Actions Apportées et les Parts Sociales Apportées sont définies ensemble par les «Actifs Apportés»).

Preuve de l'existence et valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration de la valeur d'apport établie par les gérants de la Société, attestant de la valeur des Actifs Apportés et par des déclarations de libre transférabilité établie par les gérants de JBS Petrusse Finance S.à r.l. et JBS USA Food Company, attestant de leur libre cessibilité.

Réalisation effective de l'apport

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., précitée, par son mandataire, déclare que:

- elle est seule propriétaire sans restriction des Actifs Apportés et possède les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- l'apport des Actifs Apportés est effectivement réalisé sans réserve avec effet au 23 décembre 2015;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans les juridictions de situation des Actifs Apportés, aux fins d'effectuer leur transfert et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

Seconde résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, l'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société qui doit se lire désormais comme suit:

« 5.1. Le capital social est fixé à vingt mille deux dollars des Etats-Unis (20.002 USD) représenté par vingt mille deux (20.002) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Les autres paragraphes de l'article 5 des statuts de la Société demeurent inchangés.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé, à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite à la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ladite partie signe ensemble avec, Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31649. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016068763/143.

(160031544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

JBS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.004,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 202.366.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of the month of December,
Before the undersigned Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 202.222,

here duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party representing the whole corporate capital requests the notary to act that:

I. The appearing party is the sole member of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name JBS Luxembourg S.à r.l. (the "Company"), with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 202.366, established pursuant to a deed of Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, dated 7 December 2015.

II. The Company's corporate capital is set at twenty thousand and two United States Dollars (USD 20,002) represented by twenty thousand and two (20,002) corporate units in registered form, having a par value of one United States Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up.

First resolution

The sole member resolves to increase the Company's corporate capital to the extent of two United States Dollars (USD 2), to raise it from its present amount of twenty thousand and two United States Dollars (USD 20,002) to twenty thousand and four United States Dollars (USD 20,004) by the creation and issuance of two (2) corporate units, with a par value of one United States Dollar (USD 1) each, (together the "New Corporate Units") and vested with the same rights and obligations as the existing corporate units.

Subscription - Payment

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., prenamed, declares to subscribe for the New Corporate Units for a total subscription price of forty two thousand United States Dollars (USD 42,000) -including an aggregate share premium of forty one thousand nine hundred ninety eight United States Dollars (USD 41,998)- (the "Subscription Price") and to fully pay it by a contribution in kind consisting of twenty thousand (20,000) corporate units, having a nominal value of one United States Dollars (USD 1) each, representing in aggregate 100% of the corporate capital of JBS Aspelt S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 202.149, and contributed for an aggregate amount of forty two thousand United States Dollars (USD 42,000) (the "Contributed Corporate Units").

Evidence of the contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a statement of contribution value established by the managers of the Company, attesting the value of the Contributed Corporate Units and a statement of transferability established by the managers of JBS Aspelt S.à r.l., attesting their free transferability.

Effective implementation of the contribution

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., prenamed, by its representative, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Contributed Corporate Units and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;
- the contribution of such Contributed Corporate Units is effective as from December 23, 2015, without qualification;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Contributed Corporate Units, in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

Second resolution

Further to the above resolutions, the sole member resolves to amend the first paragraph of article 5 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“The corporate capital is set at twenty thousand and four United States Dollars (USD 20,004) represented by twenty thousand and four (20,004) corporate units in registered form, having a par value of one United States Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up”.

The other paragraphs of article 5 of the Company's articles of association remain unchanged.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.222,

ici représentée par Mme Sofia Afonso Da Chao Conde, employée privée, demeurant au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée constituée et existant au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination JBS Luxembourg S.à r.l. (ci-après, la «Société»), ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.366, constituée par acte notarié de Maître Jacques Kessler, notaire résidant à Pétange, en date du 7 décembre 2015.

II. Le capital social est fixé à vingt mille deux dollars des Etats-Unis (20,002 USD) représenté par vingt mille deux (20,002) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux dollars des Etats-Unis (2 USD), pour le porter de son montant actuel de vingt mille deux dollars des Etats-Unis (20,002 USD) à vingt mille quatre dollars des Etats-Unis (20,004 USD) par la création et l'émission de deux (2) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune, (ensemble les «Nouvelles Parts») et bénéficiant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., précitée, déclare souscrire les Nouvelles Parts et les libérer intégralement pour un montant de quarante-deux mille dollars des Etats-Unis (42.000 USD) - incluant une prime d'émission globale de quarante et un mille neuf cent quatre-vingt-dix huit dollars des Etats-Unis (41.998 USD) - (le «Prix de Souscription») et de les libérer entièrement pas un apport en nature consistant en vingt mille (20.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (1 USD), représentant ensemble 100% du capital de la société JBS Aspelt S.à r.l., une société à responsabilité

limitée, ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.149, et contribuées pour un montant de quarante-deux mille dollars des Etats-Unis (42.000 USD) (les «Parts Sociales Apportées»).

Preuve de l'existence et valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration de la valeur d'apport établie par les gérants de la Société, attestant de la valeur des Parts Sociales Apportées et par une déclaration de libre transférabilité établie par les gérants de JBS Aspelt S.à r.l., attestant de leur libre cessibilité.

Réalisation effective de l'apport

JBS Ansembourg Holding S.à r.l., précitée, par son mandataire, déclare que:

- elle est seule propriétaire sans restriction des Parts Sociales Apportées et possède les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- l'apport des Parts Sociales Apportées est effectivement réalisé sans réserve avec effet au 23 décembre 2015;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation des Parts Sociales Apportées, aux fins d'effectuer leur transfert et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

Seconde résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, l'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société qui doit se lire désormais comme suit:

«Le capital social est fixé à vingt mille quatre dollars des Etats-Unis (20,004 USD) représenté par vingt mille quatre (20,004) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Les autres paragraphes de l'article 5 des statuts de la Société demeurent inchangés.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé, à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite à la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ladite partie signe ensemble avec, Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31652. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016068764/133.

(160031544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Kampus Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 202.676.

In the year two thousand sixteen, on the fourth day of February.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary, residing at Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

AEREF IV Master S.à r.l., a "société à responsabilité limitée", incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 198.836,

here represented by Mr Petr KLIMO, residing professionally in Luxembourg-City, in his capacity as manager of AEREF IV Master S.à r.l.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that he is the sole actual shareholder of Kampus Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at L-1855 Luxembourg, 43, avenue John F. Kennedy, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, Section B, under number 202.676 (the "Company"), incorporated by a deed of Maître Edouard Delosch, then notary residing in Diekirch, on 16 December 2015,

not yet published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations and whose articles of incorporation have not yet been amended;

- that the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. To convert the currency of the existing subscribed capital from EUR (Euros) to GBP (Pounds Sterling) and simultaneously decrease of the number of existing shares of the Company;
2. To amend article 5.1. of the articles of association of the Company so as to reflect the foregoing items of the agenda;
3. To change the registered office of the Company from 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, to 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;
4. Subsequent amendment of the share register of the Company in order to reflect the above-mentioned changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed to the registration in the share register of the Company of any change implied by the foregoing items of the agenda, and to see to any formalities in connection therewith including the filing of relevant notices to the Luxembourg Trade and Companies Register; and
5. Miscellaneous.

- that the sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to convert the currency of the share capital of the Company from an amount in EUR (Euros) to an amount in GBP (Pounds Sterling), and to that effect to convert the share capital of the Company of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros) to GBP 9,416.25 (nine thousand four hundred sixteen Pounds Sterling and twenty-five pence) by applying the exchange rate published by the European Central Bank on 3 February 2016 of GBP 0.7533 (zero point seven five thirty-three Pence) for EUR 1 (one Euro).

The Shareholder further resolved that this conversion of the currency of the share capital of the Company is simultaneously accompanied by a decrease of the number of existing shares of the Company from 12,500 (twelve thousand five hundred) to 9,416 (nine thousand four hundred sixteen).

As a consequence of the above, the share capital of the Company is set at GBP 9,416 (nine thousand four hundred sixteen Pounds Sterling) represented by 9,416 (nine thousand four hundred sixteen) shares, each with a nominal value of GBP 1 (one Pound Sterling) and an amount of GBP 0.25 (twenty-five pence) shall be allocated to the share premium account of the Company.

Second resolution

As a result of the above resolutions, the Shareholder resolved to amend article 5.1. of the articles of association of the Company, which will from now on read as follows:

Art. 5. Share Capital.

“5.1 The Company’s share capital is set at nine thousand four hundred sixteen Pounds Sterling (GBP 9,416), represented by nine thousand four hundred sixteen (9,416) shares with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) each.”.

Third resolution

The Shareholder resolved to change the registered office of the Company from 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, to 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Fourth resolution

The Shareholder resolved to amend the share register of the Company in order to reflect the above-mentioned changes and to grant power and authority to any manager of the Company, each acting individually, to amend the share register of the Company of any change implied by the foregoing resolutions, and to see to any formalities in connection therewith including the filing of relevant notices to the Luxembourg Trade and Companies Register.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le quatrième jour du mois de février.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

AEREF IV Master S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constitué suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au L-1246 Luxembourg, 2, Albert Borschette, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 198.836,

ici représenté par M. Petr KLIMO, demeurant professionnellement à Luxembourg-Ville, en sa capacité de gérant de AEREF IV Master S.à r.l.

Lequel comparant, représenté comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'il est le seul et unique associé de la société Kampus Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au L-1855 Luxembourg, 43, avenue John F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B, sous le numéro 202.676 (la «Société»), constituée suivant acte de Maître Edouard Delosch, alors notaire de résidence à Diekirch, du 16 décembre 2015, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés;

- que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Conversion du capital souscrit existant d'un montant en EUR (euros) à un montant en GBP (livres sterling) et simultanément réduire le nombre existant de parts sociales de la Société;

2. Modification de l'article 5.1. des statuts de la Société afin de refléter les résolutions ci-dessus;

3. Changement du siège social de la Société de 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;

4. Modification subséquente du registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements susmentionnés et d'octroyer pouvoir à tout gérant de la Société, chacun agissant de manière individuelle afin de procéder à l'inscription dans le registre des parts sociales de la Société de tout changement découlant des points susmentionnés de l'ordre du jour, et d'accomplir toute formalité en lien, y compris le dépôt de toute notice pertinente auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg; et

5. Divers.

- qu'il a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide de convertir la devise du capital social de la Société d'un montant en EUR (euros) en un montant en GBP (livres sterling), et par conséquent de convertir le capital social de la Société de 12.500 EUR (douze mille cinq cent euros) en 9.416,25 GBP (neuf mille quatre cent seize livres sterling et vingt-cinq pence), en appliquant un taux de change publié par la Banque Centrale Européenne le 3 février 2016 fixé à 0,7533 GBP (zéro virgule sept cinq trente-trois pence) pour 1 EUR (un euro).

L'Associé décide également que cette conversion de la devise du capital social de la Société est simultanément accompagnée d'une diminution du nombre des parts sociales de la Société de 12.500 (douze mille cinq cent) à 9.416 (neuf mille quatre cent seize).

En conséquence de ce qui précède, le capital social de la Société est fixé à 9.416 GBP (neuf mille quatre cent seize livres sterling), représenté par 9.416 (neuf mille quatre cent seize) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de 1 GBP (une livre sterling) et un montant de 0,25 GBP (vingt-cinq pence) est alloué au compte prime démission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé a décidé de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

Art. 5. Capital social.

«5.1 Le capital social de la Société est fixé à neuf mille quatre cent seize livres sterling (GBP 9.416), représenté par neuf mille quatre cent seize (9.416) parts sociales ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1) chacune.»

Troisième résolution

L'Associé a décidé de transférer le siège social de la Société de 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Quatrième résolution

L'Associé a décidé de modifier le registre des parts sociales de la Société afin de refléter les changements susmentionnés et de d'octroyer pouvoir à tout gérant de la Société, chacun agissant de manière individuelle afin de procéder à l'inscription dans le registre des parts sociales de la Société de tout changement découlant des résolutions susmentionnées, et d'accomplir toute formalité en lien, y compris le dépôt de toute notice pertinente auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la personne comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: P. KLIMO, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 11 février 2016. Relation: DAC/2016/2165. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carlo RODENBOUR.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016068775/136.

(160031881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

**Rowan Rigs S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Lionfish Luxembourg S.à r.l.).**

Capital social: USD 47.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 186.655.

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of February.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

RDC OFFSHORE MALTA LIMITED, a company organized under the laws of Malta, having its registered office at Level 2, West Mercury Tower, The Exchange Financial & Business Centre, Elia Zammit Street, St. Julian's STJ 3155, Malta and registered with number C65624 (the "Sole Shareholder");

here duly represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed "ne varietur" by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of "Lionfish Luxembourg S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186.655, incorporated by a deed enacted by then notary Maître Francis Kessler, on 2 April 2014, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 1768 dated 8 July 2014 (the "Company").

The articles of association of the Company were last amended by a deed enacted by Register under number B 186.655, incorporated by a deed enacted by then notary Maître Francis Kessler, then notary, residing at Esch-sur-Alzette on 16 July 2014, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 2651 dated 30 September 2014.

II.- That the 47,500 (forty-seven thousand five hundred) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Amendment of the name of the Company to "Rowan Rigs S.à r.l.";
3. Subsequent amendment of article 2 of the articles of association of the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and

vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to amend the name of the Company to "Rowan Rigs S.à r.l".

Third resolution:

As a consequence of the foregoing resolution, it is resolved to amend article 2 of the Company's articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 2.** The Company's name is "Rowan Rigs S.à r.l".

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le quatre février.

Par devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

RDC OFFSHORE MALTA LIMITED une société organisée selon les lois de Malte, ayant son siège social à Level 2, West Mercury Tour, The Financial & Business Centre d'Echange, Elia Zammit Street, STJ de Saint-Julien 3155, Malte et enregistré avec le numéro C65624 (le «Associé Unique»);

ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis a requis du notaire d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associé unique de "Lionfish Luxembourg S.à rl", une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Luxembourg («société à responsabilité limitée»), ayant son siège social au 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.655, constituée par un acte édicté par alors notaire Maître Francis Kessler, le 2 Avril 2014, publié dans le "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" numéro 1 768 en date du 8 Juillet 2014 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiée en dernier lieu par un acte édicté par enregistrer sous le numéro B 186,655, constituée par un acte édicté par alors notaire Maître Francis Kessler, alors notaire, demeurant à Esch-sur-Alzette, le 16 Juillet 2014, publiés dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" numéro 2651 en date du 30 Septembre ici 2014.

II. Que les 47 500 (quarante-sept mille cinq cents) actions avec une valeur nominale de USD 1 (un dollar américain) chacune, représentant la totalité du capital de la Société, sont représentés de telle sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour dont l'actionnaire unique reconnaît expressément avoir été dûment informé au préalable.

III. L'ordre du jour de la réunion est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Modification de la dénomination de la Société à la Rowan Rigs S.à r.l.;
3. Modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est résolu que l'Associé Unique renonce à son droit à l'avis préalable de la réunion en cours, reconnaît avoir été suffisamment informé sur l'ordre du jour, estime la réunion pour être valablement convoquée et accepte de délibérer et de voter sur tous les points de la conséquence ordre du jour. Il est en outre résolu que toute la documentation pertinente a été

mis à la disposition de l'associé unique dans un laps de temps suffisant pour lui permettre d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé de modifier le nom de la société en "Rowan Rigs S.à r.l".

Troisième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, il est décidé de modifier l'article 2 des statuts de la Société afin de se lire comme suit:

" **Art. 2.** Le nom de la société est "Rowan Rigs S.à r.l".

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, notarié a été rédigé à Pétange, à la date indiquée au début du présent document.

Le document ayant été lu au comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais constate que sur demande de la personne apparaissant ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. Sur demande de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaut.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 février 2016. Relation: EAC/2016/3667. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016068801/113.

(160031499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Numastec Coatings, Société Anonyme,

(anc. Numetech International S.A.).

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 135.051.

L'an deux mille seize, le neuvième jour du mois de février.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Numetech International S.A.", (ci-après la "Société"), ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 135051, constituée sous la dénomination SUNSTAR GROUP AG, suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 28 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 274 du 1 février 2008,

et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 674 du 14 mars 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Julien DEMELIERMOERENHOUT, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Carine GRUNDHEBER, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Stanislav YARAMISHYAN, gérant de société, demeurant à L-1870 Luxembourg, 146, Kohlenberg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Suppression de la version anglaise des statuts qui seront désormais uniquement rédigés en langue française.

2. Changement de la dénomination de “Numetech International S.A.” en “NUMASTEC COATINGS” et modification afférente de l'article 1^{er} des Statuts;

3. Modification de l'article 4 des statuts relatif à l'objet social de la société, qui aura la teneur suivante:

L'objet de la Société est le commerce, la distribution et l'application de produits d'isolation et d'isolation thermique, de produits d'hydro-isolation et anticorrosion, de produits d'isolation de toitures et de produits résistants aux agents agressifs, de produits destinés à la construction, au secteur industriel et au secteur marin, la distribution et la commercialisation de produits de finition sous forme liquide et de films isolants et autres produits isolants.

L'objet de la Société est également est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que tous autres instruments de dettes et octroyer aux entreprises dans lesquelles elle a des participations de tous prêts, garanties et avances. La société peut acquérir tous titres et droits, leur gestion et leur mise en valeur.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre toutes mesures de contrôle et / ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

4. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la version anglaise des statuts, qui seront désormais uniquement rédigés en langue française.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société en “NUMASTEC COATINGS.. et de modifier en conséquence l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de “NUMASTEC COATINGS”.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts relatif à l'objet social de la société, qui aura la teneur suivante:

« **Art. 4.** L'objet de la Société est le commerce, la distribution et l'application de produits d'isolation et d'isolation thermique, de produits d'hydro-isolation et anticorrosion, de produits d'isolation de toitures et de produits résistants aux agents agressifs, de produits destinés à la construction, au secteur industriel et au secteur marin, la distribution et la commercialisation de produits de finition sous forme liquide et de films isolants et autres produits isolants.

L'objet de la Société est également est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que tous autres instruments de dettes et octroyer aux entreprises dans lesquelles elle a des participations tous prêts, garanties et avances. La société peut acquérir tous titres et droits, faire leur gestion et leur mise en valeur.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre toutes mesures de contrôle et / ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.»

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

61477

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à mille euros (1000.-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. DEMELIER-MOERENHOUT, C. GRUNDHEBER, S. YARAMISHYAN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 16 février 2016. 2LAC/2016/3379. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016068876/100.

(160031402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Manakamana 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2167 Luxembourg, 89, rue des Muggets.

R.C.S. Luxembourg B 204.035.

—
STATUTS

L'an deux mille seize, le dix-neuf janvier.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Soman Singh BASNET, gérant de sociétés, demeurant à L-1261 Luxembourg, 110, rue de Bonnevoie,
 - 2) Monsieur Min Bahadur BASNET, serveur, demeurant à L-2561 Luxembourg, 119, rue de Strasbourg,
 - 3) Monsieur Dipak KHANAL, manager, demeurant à L-2726 Luxembourg, 2, rue Michel Weyer,
- tous ici représentés par Monsieur Vincent LA MENDOLA, expert-comptable, demeurant professionnellement au 4, Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg, en vertu de trois procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Les comparants, représentés comme il est dit ci-dessus, ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "MANAKAMANA 2 SARL" avec l'enseigne commerciale «HIMALAYA 2».

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non alcooliques avec établissement de restauration (cuisine indienne & népalaise).

En outre, elle a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet.

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, qui soit de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,-€), représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (125,- €) chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat, leur rémunération (s'il en est) et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Soman Singh BASNET, susdit, vingt-cinq parts	25
2) Min Bahadur BASNET, susdit, cinquante parts	50
3) Dipak KHANAL, susdit, vingt-cinq parts	25
Total: Cent parts sociales	100

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à neuf cents euros (900,- €).

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentés comme il est dit ci-dessus et représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-2167 Luxembourg, 89, rue des Muguets.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant, pour une durée illimitée:

* Monsieur Soman Singh BASNET, gérant de sociétés, demeurant à L-1261 Luxembourg, 110, rue de Bonnevoie.

La société est engagée par la signature individuelle du gérant.

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: LA MENDOLA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 janvier 2016. Relation: 1LAC / 2016 / 2163. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016068849/75.

(160031989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

**Atlas Investments Lux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. NTR Lux Finance S.à r.l.).**

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 126.914.

In the year two thousand and sixteen, on the twelve of February.

Before us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

APPEARED:

National Toll Roads Limited, a private limited company incorporated under the laws of Ireland with registered address at Burton Court, Burton Hall Drive, Dublin 18, Ireland, registered under the number 96710,

here represented by Mrs Cristiana VALENT, residing professionally at Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the notary and the proxyholder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, represented as said before, declares and requests the notary to act:

1) that the appearing party is the sole present partner of the private limited company (société à responsabilité limitée) NTR LUX FINANCE S.à r.l., with registered office at L-2328 Luxembourg, 20 rue des Peupliers, R.C.S. Luxembourg section B number 126.914, that was incorporated by a deed received by Me Léon Thomas called Tom METZLER, then notary residing at Luxembourg, on March 26th, 2007, published in the Mémorial C number 1142 of June 13th, 2007 and whose articles of association have been amended for the last time by a deed received by Me Cosita DELVAUX, then, notary residing at Redange-sur-Attert, on August 23rd, 2011, published in the Mémorial C number 2932 of November 30th, 2011 (the "Company").

2) and that the appearing party has taken the following resolution:

First resolution

To change the name of the Company from NTR LUX FINANCE S.à r.l. to Altas Investments Lux Finance S.à r.l.

As a consequence, Article 1 of the Company's Articles of Incorporation which Article shall read as follows:

Art. 1^{er}. Form - Name. There is hereby formed a private limited liability company («société à responsabilité limitée») under the name of Altas Investments Lux Finance S.à r.l. (hereafter called the «Company»).

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of the present deed, is approximately at one thousand euros.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the latter signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le douze février.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

National Toll Roads Limited, une société (private limited company) de droit irlandais ayant son siège social à Burton court, Burton Hall Road, Sandyford, Dublin 18, Ireland, enregistrée sous le numéro 96710,

ici représenté par Madame Cristiana VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentaire d'acter:

1) Que la comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée NTR LUX FINANCE S.à r.l., ayant son siège social à L-2328 Luxembourg, 20 rue des Peupliers, RCS Luxembourg section B numéro 126.914, constituée au Luxembourg le 26 mars 2007 par acte de Maître Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C numéro 1142 en date du 13 juin 2007 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 23 août 2011 par acte de Maître Cosita DELVAUX, alors notaire de résidence à Redange-sur-Attert, publié au Mémorial C numéro 2932 en date du 30 novembre 2011 (la "Société").

2) Et que la comparante a pris la résolution suivante:

First resolution

De modifier la dénomination de la Société de NTR LUX FINANCE S.à r.l. en Altas Investments Lux Finance S.à r.l..

En conséquence, l'article 1 de l'acte de constitution de la Société devra être lu de la façon suivante:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de Altas Investments Lux Finance S.à r.l. (ci-après la «Société»).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 17 février 2016. Relation GAC/2016/1174. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016068888/78.

(160031320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Eurologix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 97, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 203.971.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-eighth day of January.

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

“LOGIXTECH SOLUTIONS LLC” having its registered office at 379 Thornall Street, 6th Floor, Edison, New Jersey -08837, registered with the JFSC Companies Registry under number 541511,

hereafter represented by Mr Luc SCHMITT, residing professionally in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal to him which will remain annexed with this deed.

Said proxy, signed “ne varietur” by the proxy holder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their here above stated capacities, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they declare organized and the Articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - duration - name - registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owners of the shares created hereafter and among all those who may become partners in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The company's purpose is the development, sale and implementation of IT solutions (software and hardware) for public and private companies, including consulting in IT, development, implementation, support and maintenance of information systems and selling of equipment and programs, as well as all transactions relating directly or indirectly in this activity.

It may also contribute to the creation, development and control of any enterprise, by way of contribution, acquisition, merger or in any form whatsoever. The company may further contribute to the administration, management, control and development of those investments in these companies.

It may carry out all industrial, commercial, financial, securities and real estate transactions in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad who are directly or indirectly, in whole or in part related to its purpose.

It can accomplish its purpose directly or indirectly on its behalf or for third parties, alone or in association by performing any operation which promotes its purpose or the purpose of companies in which it holds interests.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of "EUROLOGIX S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager or the board of managers determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share capital - shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) represented by hundred (100) shares of one hundred twenty-five euros (125.- EUR) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be amended at any time by approval of a majority of partners representing three-quarters (3/4) of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9.

1. Any inter vivos transfer of shares or pledging thereof is subject to the approval of such transfer given in general meeting by the other partners representing at least three quarters (3/4) of corporate capital.

2. If a partner has been given the approval as per clause 1 above, all the other partners may execute a right of first refusal in proportion to their shares. The partner intending the transfer the shares, after he/she is informed about the approval to transfer the shares, shall notify all the other partners of the intended transfer giving them one month to execute the right of first refusal. In the event a partner executes the right of first refusal the price for the shares shall be agreed between the partner selling the shares and the partner executing the right of first refusal, and if the parties cannot reach an agreement - the price shall be assessed by an expert appointed by the Company upon joint demand of both the seller and the purchaser, based on the last annual financial statement of the Company. The sale of shares agreement shall be signed within one month from the date the price of the shares has been assessed. The parties shall agree on the terms of payment in the agreement.

3. In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to the new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three-quarters (3/4) of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers.

Several managers constitute a board of managers.

The managers need not to be shareholders. The managers may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

Art. 12. The Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, visioconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

If only one manager is appointed, he performed the capacities of the board of managers

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 16. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the partner - collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to cast as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half (1/2) of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters (3/4) of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - annual accounts - distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first of June and ends on the thirty-first of May of each year.

Art. 21. Each year on May 31st, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The one hundred (100) shares have been entirely subscribed by “LOGIXTECH SOLUTIONS LLC”, prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of May 2016.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euros (EUR 1,400.-).

Resolutions of the partners

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1) The registered office of the Company shall be at L-1338 Luxembourg, 97, Rue du Cimetière.

2) The number of Managers is fixed at three (3).

3) Are appointed:

as Technical Manager for an indefinite period in time:

- Mr. Probal Das Gupta, private employee, born on 2 November 1957 in Bundiran in India, having his address at 97, rue du Cimetière, L-1338 Luxembourg

as Administrative Managers for an indefinite period in time:

- Mrs. Nivedita Das Gupta, born on February 21, 1959 in Asansol, West Bengal, India, residing in 61 Teaberry Drive, Edison, NJ 08820, USA;

- Mr. John Sharkey, born on September 5, 1959 in Brooklyn, NY, residing in 24 Wintergreen Drive, Melville, NY 11747;

4) The company is validly bound by:

a) up to the amount of thousand euros (EUR 1,000.-) by the sole signature of the Technical Manager,

b) beyond the amount of thousand euros (EUR 1,000.-) by the joint signatures of the Technical Manager and one of the Administrative Managers.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to appearing party and to the proxy holder appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said persons appearing signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-huit janvier

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

«LOGIXTECH SOLUTIONS LLC», ayant son siège social à 379 Thornall Street, 6th Floor, Edison, New Jersey -08837, inscrite auprès du JFSC Companies Registry under number 541511,

ci-après représentée par Monsieur Luc SCHMITT, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), suivant une procuration lui donnée sous seing privé laquelle restera annexée au présent acte.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la personne comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Laquelle personne comparante, présente ou représentée comme il est dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - durée - dénomination - siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet le développement, la vente et la mise en oeuvre de solutions informatiques (software et hardware) pour les entreprises publiques et privées, y compris le conseil en informatique, le développement, la mise en oeuvre, le support et la maintenance des systèmes informatiques ainsi que la vente d'équipements et de programmes et toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cette activité.

Elle peut également contribuer à la création, le développement et le contrôle de toute entreprise, par voie d'apport, d'acquisition, de fusion ou sous quelque forme que ce soit. La société peut en outre contribuer à l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces investissements dans ces entreprises.

Elle peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières dans le Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui sont directement ou indirectement, en tout ou en partie liés à sa mission.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement pour son compte ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération qui favorise son objet ou le but de sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «EUROLOGIX S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du gérant ou, dans le cas où il y aurait plusieurs gérants, par décision du conseil de gérance.

Il peut être créé, par simple décision du gérant ou, dans le cas où il y aurait plusieurs gérants, par le conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant ou le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

B. Capital social - parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9.

1. Tout transfert de parts sociales entre vifs doit être sujet à l'agrément donné par des associés réunis en assemblée générale et représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

2. Si un associé a donné son accord conformément à l'article 1 ci-dessus, tous les autres associés peuvent faire valoir leur droit à un premier refus en fonction des actions détenues. L'associé ayant l'intention de céder ses actions, après avoir été informé de l'accord sur le transfert, doit notifier le dit transfert à tous les autres associés afin de leur donner la possibilité de faire valoir un premier refus. Dans le cas où un associé fait valoir son droit un à premier refus, le prix des actions sera convenu entre l'associé souhaitant vendre ses actions et l'associé ayant fait valoir son droit à un premier refus. Dans le cas où les parties ne parviennent pas à un accord - le prix devra être évalué par un expert désigné par la Société à la demande conjointe du vendeur et de l'acheteur, selon les derniers états financiers de la Société. Le contrat de cession des actions doit être signé dans le mois suivant la date à laquelle le prix des actions a été évalué. Les parties doivent s'entendre sur les modalités de paiement qui seront détaillées dans le contrat.

3. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants.

Les gérants constituent le conseil de gérance.

Les gérants n'ont pas besoin d'être des associés. Les gérants peuvent être démis de leurs fonctions ad nutum.

Dans leurs rapports avec les tiers, les gérants auront tous pouvoirs d'agir au nom de la Société dans toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations relatifs à l'objet de la Société et à condition que les termes du présent article ont été respectés.

Tous pouvoirs de l'assemblée générale des associés, non expressément prévus par la loi ou les présents statuts, sont de la compétence du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Si un seul gérant est nommé, il remplit les fonctions du Conseil de gérance.

Art. 12. La Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par télécopieur, courriel ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les gérants pourront, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant leur approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire, le tout constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 16. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - bilan - répartition

Art. 20. L'année sociale commence le premier juin et se termine le trente-et-un mai de chaque année.

Art. 21. Chaque année, au trente-et-un mai, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et libération

Toutes les cent (100) parts sociales ont été entièrement souscrites par "LOGIXTECH SOLUTIONS LLC", prénommée.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 mai 2016.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui est mis à charge en raison de sa constitution est évalué environ à mille quatre cents euros (1.400,- Euros).

Résolutions des associés

Et aussitôt l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoquée, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-1338 Luxembourg, 97, Rue du Cimetière.

2. Le nombre de gérants est fixé à trois (3).

3. Sont appelés:

aux fonctions de Gérant Technique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Probal DAS GUPTA, employé privé, né le 2 novembre 1957 à Bundiran (Inde), demeurant à L-1338 Luxembourg, 97, Rue du Cimetière,

aux fonctions de Gérant Administratif pour une durée indéterminée:

- Madame Nivedita DAS GUPTA, née le 21 février 1959 à Asansol (Inde), demeurant à 61 Teaberry Drive, Edison, NJ 08820, USA,

- Monsieur John SHARKEY, né le 5 septembre 1959 à Brooklyn (USA), demeurant à 24, Wintergreen Drive, Melville, 11747 (USA),

4. La société sera valablement engagée par:

a) jusqu'à un montant de mille euros (EUR 1.000,-), par la seule signature du gérant technique,

b) au delà d'un montant de mille euros (EUR 1.000,-) par la signature conjointe du gérant technique et de l'un des gérants administratif.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date indiquée au début du présent document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française; sur la demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Le document ayant été lu à la partie comparante et à la mandataire des comparants, connus du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, les comparants ont signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Luc Schmitt, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 janvier 2016. Relation: EAC/2016/2659. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 17 février 2016.

Référence de publication: 2016068020/364.

(160030451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

**DNIC Wembley Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. OCM Wembley Propco S.à r.l.).**

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 197.018.

In the year two thousand and sixteen on the second day of the month of February.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

OCM Luxembourg Wembley Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.449, with a share capital as at the date hereof of twelve thousand five hundred Pounds Sterling (GBP 12,500.-) (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mathilde Lattard residing professionally in Bertrange, Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 1 February 2016.

I. The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

II. The Sole Shareholder declares being the sole shareholder of OCM Wembley Propco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 197.018, with a share capital as at the date hereof of twelve thousand five hundred Pounds Sterling (GBP 12,500.-), and incorporated pursuant to a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, dated 13 May 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1819 page 87276 on 22 July 2015 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have not been amended since the Company's incorporation.

III. The appearing party, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

Change of the name of the Company from "OCM Wembley Propco S.à r.l." to "DNIC Wembley Propco S.à r.l.", and consequential amendment of article 1 of the articles of association of the Company.

has requested the undersigned notary to document the following sole resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to change the name of the Company from "OCM Wembley Propco S.à r.l." to "DNIC Wembley Propco S.à r.l.", and RESOLVES consequently to amend article 1 of the articles of association of the Company which shall then read as follows:

" **Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "DNIC Wembley Propco S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles)."

Declaration

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The deed having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le deux février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

OCM Luxembourg Wembley Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.449, dont le capital social est actuellement fixé à GBP 12,500.- (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Mathilde Lattard, résidant professionnellement à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 1^{er} février 2016.

I. Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

II. L'Associé Unique déclare être l'associé unique de OCM Wembley Propco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.018, dont le capital social est actuellement fixé à douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500,-), constituée suivant acte notarié en date du 13 mai 2015 de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 1819, page 87276, en date du 22 juillet 2015 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

III. Le comparant, dûment représenté comme mentionné ci-dessus, ayant reconnu avoir été entièrement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

Changement de la dénomination de la Société de «OCM Wembley Propco S.à r.l.» en «DNIC Wembley Propco S.à r.l.», et modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société.

a requis le notaire instrumentant de documenter la résolution unique suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique DECIDE de changer la dénomination de la Société «OCM Wembley Propco S.à r.l.» en «DNIC Wembley Propco S.à r.l.», et DECIDE en conséquence de modifier l'article 1 des statuts de la Société qui devra alors se lire comme suit:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination DNIC Wembley Propco S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).»

Déclaration

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ladite personne a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. LATTARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 4 février 2016. Relation: 1LAC/2016/3983. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016068256/92.

(160031260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.